

ECHANGES INTERNATIONAUX

Définition

Ensemble des transactions transfrontières qui peuvent se produire, tous les ans, entre les agents résidents d'une nation (étudiée) et ceux du reste du monde.

Explications

Ils regroupent donc les flux de marchandises, de services, de travailleurs, de moyens de paiement, et de capitaux.

Indicateurs

Indicateurs et instruments d'évaluation des échanges : l'exemple de la France Traditionnellement, en France, le principal instrument de mesure des échanges internationaux est la *balance des paiements*, établie tous les ans, et principalement chargée de récapituler toutes les occasions d'entrées et de sortie de devises du pays.

L'analyse des différents étages de ces échanges, ainsi que leur évolution, permettait notamment d'évaluer les gains ou pertes de confiance dans la monnaie nationale du point de vue international.

C'est donc la Banque de France, qui était l'institut d'émission et la gardienne de notre monnaie, qui se chargeait de publier ce document important et complexe dans sa version intégrale.

De nos jours, la Banque de France continue d'établir et de publier ce document, bien que son enjeu ne soit plus directement la défense de notre monnaie depuis que nous sommes entrés dans la zone *euro*. C'est pourquoi elle publie désormais, parallèlement, la balance des paiements de la zone euro, qui a un enjeu plus direct en ce qui concerne la valeur de l'euro.

La balance des paiements ne décrit pas les flux de personnes (travailleurs ou étudiants ou touristes) en tant que tels, puisqu'elle s'intéresse uniquement aux conséquences sur les flux de devises que tout cela peut générer. Elle tâche donc de décrire toutes les transactions commerciales et financières.

Tendances

La grande tendance dans ce domaine porte un nom bien connu : la *mondialisation*.

Le terme américain est "globalization" mais sa traduction littérale en français (globalisation) insiste davantage sur les aspects financiers et moteur économique libéral qui donnent sa forme à la mondialisation actuelle, (le terme mondialisation pourrait -a priori- recouvrir un phénomène beaucoup plus multidimensionnel).

La globalisation fait tout de suite penser à ce que l'économiste français H. Bourguinat nommait, dès 1982, le mouvement des "3D" : déréglementation (de tous les flux), décloisonnement (des flux monétaires et des flux financiers), et désintermédiation (des moyens de financement de l'*investissement* qui tendent à passer de moins en moins par le crédit bancaire et de plus en plus par le financement direct auprès des marchés financiers qui drainent l'épargne) ; et tout ceci de plus en plus directement au niveau mondial bien entendu. Ce terme suggère que de là découle la forme actuellement imprimée au mouvement de la mondialisation économique, sociale, culturelle, et à son mode de gouvernance privilégiée (autour de la libre-entreprise, elle même pilotée par son actionnariat).

Quoi qu'il en soit, la tendance lourde est à la multiplication des flux transfrontières et notamment des flux de capitaux.

Enjeux

Avec le passage à l' euro, il subsiste au moins 1 des 2 grandes raisons de prêter une grande attention à la question de l'équilibre des échanges extérieurs d'un pays comme la France.

Ces 2 raisons étaient aussi les 2 aspects d'une contrainte considérée comme essentielle dans les années 80 notamment : la "**contrainte extérieure**" :

- **La première raison** était liée à l'activité du pays et à l' emploi (en économie ouverte). En effet, dans la fameuse égalité des emplois et des ressources,

$$\text{PIB} = \text{Importations} + \text{Consommation} + \text{Investissement} + \text{Exportations} \text{ ou } - \text{Variations de stocks}$$

les termes de droite sont considérés comme les moteurs de la croissance (et donc de l'emploi). Une économie ouverte ne peut pas se contenter des 2 premiers moteurs car si sa production n'est pas assez compétitive cela va entraîner beaucoup d'importations et peu d'exportations au détriment de l'emploi. En revanche, si elle est compétitive la balance commerciale sera favorable et cela ajoutera un 3ème moteur à sa croissance au profit de l'emploi.

Cette bonne raison de surveiller l'équilibre extérieur de la France existe toujours.

- **La seconde raison** était lié à la défense de notre monnaie. En effet, quand un pays est responsable de sa monnaie, le déficit commercial correspond à une sortie nette de devises. Or rares sont les pays dont la monnaie est très demandée à l'extérieur quelle que soit leur compétitivité (en fait seuls les Etats-Unis disposent de ce privilège). Pour tous les autres pays déficitaires, les non-résidents perdent rapidement confiance en la solidité d'une telle monnaie. Ils s'empressent donc de la convertir, au détriment des réserves de la banque centrale concernée. Cette situation n'est pas longtemps tenable pour une autre raison : que l'on soit en régime de changes fixes ou en régime de change flottants, la perte de confiance dans une monnaie va faire pression à sa baisse (dévaluation ou dévalorisation selon le cas). Ceci a pour résultat de rendre les importations plus chères, ce qui est très pénalisant, notamment pour des pays dont la production est très dépendante de fournitures stratégiques (comme l'énergie par exemple)...

Cette autre bonne raison de surveiller l'équilibre extérieur de la France n'existe plus sous cette forme depuis le passage à l'euro (dès le 1/1/1999) ; mais on la retrouve bien entendu à un autre niveau : c'est l'ensemble des pays de la zone euro qui doit être assez compétitif par rapport au reste du monde pour que leur monnaie unique ne prête pas le flanc à une telle défiance et à ses conséquences.

Autres enjeux et débats :

- A quoi bon avoir une économie de plus en plus ouverte ? C'est le fameux débat sur les mérites respectifs du libre-échange et du protectionnisme. Si l'ouverture profite surtout aux plus forts, sans doute faut-il ne s'ouvrir que progressivement au fur et à mesure qu'on devient fort dans certains domaines... Mais cela fait l'objet de longs développements et de débats contradictoires...
- A quelles conditions une stratégie d'ouverture s'avèrera-t-elle profitable à long terme pour le pays qui l'adopte ? C'est le débat sur l'évolution des termes de l'échange. En effet les pays qui gagnent, à moyen et long terme, grâce à cette stratégie sont notamment ceux qui parviennent à faire évoluer favorablement le rapport de leur indice prix à l'exportation sur leur indice de prix à l'importation. Et inversement... D'où la question suivante :
- La stratégie de l'ouverture accélérée est-elle bien raisonnable pour les pays en retard de développement et peu innovants ? En régime de libre-échange ils risquent d'avoir du mal à défendre le pouvoir d'achat de

leurs exportations. Ceci pose donc de façon pertinente la question du type de coopération Nord-Sud qui devrait rendre cette stratégie gagnante pour tous les partenaires et pas seulement pour les plus avancés.

- Au delà de l'ouverture commerciale, faut-il prévoir des limites à la libre circulation des travailleurs et des capitaux ?
 - Concernant les travailleurs, cela pose le problème de la meilleure répartition des forces vives du développement sur la planète. Ce problème d'aménagement du territoire mondial est inséparable de la question suivante:
 - Concernant le *capital* technique, cela pose le problème des transferts de technologie et de l'adaptation optimale des technologies aux différents milieux candidats au développement. Là encore, le libre-échange ne suffira sans doute pas pour que ces transferts soient spontanément financés et qu'ils s'avèrent spontanément aussi gagnants pour les fournisseurs que pour les preneurs de tels transferts.
 - Concernant le capital financier, cela pose le problème de la régulation des énormes flux de capitaux, le plus souvent gérés par des investisseurs institutionnels drainant, au jour le jour, l'épargne mondiale vers les zones aux placements réputés les plus rentables. Là encore, la liberté totale de cette circulation peut être un facteur d'instabilité des financements de l'investissement international dans la mesure où il peut être pris dans les tourmentes de logiques spéculatives susceptibles de faire et de défaire très rapidement la confiance dans certaines technologies, dans certaines zones, dans certaines monnaies...
- Tout cela pose le problème des *institutions* nécessaires à l'étape actuelle de la *mondialisation* et de la globalisation économique : Quelles institutions monétaires, financières, mais d'abord politiques... Comment réguler et "normaliser" tous ces flux pour qu'ils ne provoquent pas des déséquilibres majeurs ? Comment concevoir un hiérarchie de toutes ces nouvelles normes internationales à produire pour assurer, autant que possible, les conditions d'un *développement durable* de toutes les zones ? (normes politique, juridiques, en matière de droits de l'homme, en matière de droit du *travail*, en matière d'environnement, en matière commerciale, financière, fiscale, etc...).
- C'est ici que l'on voit que la régulation de la mondialisation économique ne pourra vraisemblablement se poursuivre que dans le respect d'un certain nombre de conditions d'une mondialisation culturelle respectueuse d'une certaine diversité, sans quoi le processus de globalisation pourrait se heurter à l'apparition de graves conflits politiques et culturels...

Erreurs Fréquentes

- Confusion entre balance commerciale et [BALANCE_DES_PAIEMENTS] (ce qui amène à parler de déficit ou d'excédent de cette dernière...) et confusion aussi avec les autres balances intermédiaires.
- Tendance à attribuer à la seule balance commerciale toute la responsabilité de l'équilibre extérieur du pays (ce qui amène à une conception très rudimentaire de la notion de contrainte extérieure).
- Confusion entre déficit commercial et déficit budgétaire du pays
- Confusion entre taux d'ouverture et taux de couverture
- Confusion entre flux monétaires et flux financiers.
- Confusion entre *taux d'intérêt* et *taux de change* ou non compréhension du lien entre les deux.

Sources : d'après <http://ses.webclass.fr/> (+ mise à jour et modifications)